

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEINTURES ET IMPRESSIONS DE LYON

1960 RTE DE FRANS
BP 60450
69400 Villefranche-Sur-Saône

Références : UDR-TESSP-25-427-CD
Code AIOT : 0006103875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement TEINTURES ET IMPRESSIONS DE LYON implanté 1960 RTE DE FRANS 69400 Villefranche-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 20/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Le site de TIL situé à Villefranche-sur-Saône fait l'objet d'une visite d'inspection annuelle, la précédente visite ayant été réalisée le 26 janvier 2024 par l'Inspection des installations classées.

Les thèmes de la présente visite sont les suivants :

- Suites de l'inspection de 2024
- Situation administrative

- Dossier de ré-examen IED
- Sobriété hydrique

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURES ET IMPRESSIONS DE LYON
- 1960 RTE DE FRANS 69400 Villefranche-sur-Saône
- Code AIOT : 0006103875
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement réalise des opérations d'impression, d'apprêt et de finition (ainsi que les opérations liées de désencollage, lavage, séchage...) sur des tissus en fibre cellulosique (coton & viscose) et polyester destinés à l'habillement.

La situation administrative de l'établissement est la suivante :

- Autorisation au titre des rubriques n°2330-1, 3620, 29 10-A-1
- Déclaration au titre des rubriques n° 1510-3 & 2925.

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2010 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 25 avril 2017 (rejets aqueux). Depuis 2019, l'exploitant ne rejette plus ses effluents dans la station d'épuration de la Communauté d'Agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône. Il a mis en place une station de traitement interne et rejette ses effluents dans la Saône. Depuis 2020, le site connaît une baisse régulière de son activité (divisée par 2 en 5 ans), liée à une modification des comportements d'achats des consommateurs, doublée d'une problématique de compétitivité (hausse du prix de l'énergie, concurrence internationale, frais fixes élevés et investissements importants dans la STEP). Le site n'emploie plus que 45 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets eaux – surveillance (suites 2024)	Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article Annexe 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
				l'exploitant	
5	Capacité et entretien des rétentions (suites 2024)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I, 25-II et VI	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Sobriété hydrique - PSH	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Emploi et stockage de peroxyde d'hydrogene (suites 2024)	Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article 8.8.1, 8.8.2 et 8.8.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Etat des stocks de produits chimiques (Suites 2024)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Fiche de données de sécurité REACH (suites 2024)	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 09/08/2010, article Annexe 1	/	Sans objet
7	Modification des rejets atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article Annexe 2,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	atmosphériques	article Annexe 2, points 1 et 2		
8	Complétude du dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 19/03/2025, article R515-72	/	Sans objet
9	Complétude du rapport de base	Code de l'environnement du 10/06/2024, article Art. L.515-30 et R.515-59	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra tenir à la disposition de l'inspection, selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour lever ces non-conformités.

L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra déclarer, par le biais d'un courrier adressé à l'Administration, les changements de régime ICPE qui lui incombent pour que sa situation administrative soit actualisée et qu'il soit soumis à une réglementation en adéquation avec le classement réel de ses activités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets eaux – surveillance (suites 2024)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 26/01/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024
Prescription contrôlée : AP d'autorisation du 08/10/2010 - Annexe III <u>2.2-Qualité des rejets</u> [...] Rejet : Eaux résiduelles

Paramètre : azote global

Concentration en mg/L sur échantillon moyen 24 h : 150 mg/L

Flux en kg/jour : 350 kg/j

Périodicité des mesures : Journalier

[...]

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série de résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

3 - Contrôle des rejets

3.2 - Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des établissements classés . Ce contrôle portera sur l'ensemble des rejets et paramètres ci-dessus.

Demande N°4 (UD-R-CTESSP-21-075-ELL) : l'exploitant doit prendre les dispositions pour respecter ses VLE même aux périodes de redémarrage.

AM du 02/02/1998 - sous-section 3 : raccordement à une station d'épuration collective

Article 34

Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions.

L'étude d'impact ou l'étude d'incidence comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude précitée, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau, et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés. Les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la station, la qualité des boues, et, s'il y a lieu, leur valorisation, sont en particulier étudiées au regard de la présence éventuelle de micropolluants minéraux ou organiques dans les effluents.

Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas :

- MES : 600 mg/l ;

- DBO5 : 800 mg/l ;

- DCO : 2 000 mg/l ;

- Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;

- Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.
[...]

Constats :

Constats précédents

En novembre 2023, 8 dépassements sur le paramètre azote (N) ont été observés sur 25 mesures avec une concentration maximum à 110 mg/L, soit plus de 2 fois la valeur limite. Lors de la visite de 2024, l'exploitant a indiqué que des dépassements en N sont également observés au mois de janvier 2024.

L'exploitant a expliqué qu'un ingénieur de Véolia travaille actuellement sur la problématique. Il a été observé une baisse significative de bactéries au niveau du traitement biologique. La cause de cette observation n'a pas encore été clairement identifiée.

L'exploitant a précisé que le fonctionnement de la STEP est dégradé en raison de la baisse d'activité; celle-ci est arrêtée les week-ends. Il procède à un apport d'urée pour alimenter les bactéries.

Demande N°1 (inspection 2024) : sous un délai de 6 mois, l'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour respecter sa VLE en N. Le rapport de Véolia concernant le traitement biologique sera tenu à la disposition de l'inspection.

Constats 2025

L'exploitant a informé l'Inspection par email du 22/01/2025 qu'il rencontrait de nouvelles difficultés sur sa STEP, avec des dépassements sur les paramètres DCO, MES et N global. L'exploitant explique également que les problèmes techniques sont liés à la faible activité de fin d'année (faible débit des rejets journaliers) concomitamment à une baisse des températures.

Les déclarations GIDAF sur la période novembre 2024 à octobre 2025 montrent 45% de dépassements en concentration sur le paramètre Azote global, avec plusieurs cas supérieurs à 2 VLE : septembre 2024 (3 valeurs), novembre 2024 (1 valeur), décembre 2024 (4 valeurs), janvier 2025 (18 valeurs), février 2025 (5 valeurs), juin 2025 (1 valeur), juillet 2025 (9 valeurs), septembre 2024 (4 valeurs) et octobre 2025 (1 valeur). L'Inspection constate globalement que ces dépassements correspondent à 2 périodes dans l'année (été et hiver) caractérisées par une sous-activité ou une reprise d'activité après un arrêt long de la STEP (suite à la fermeture du site). L'exploitant indique également avoir rencontré des problématiques sur la sonde nitrates (ré-étalonnée en avril 2025 puis remplacée en octobre 2025) ainsi que sur le système d'injection d'urée (réparé en septembre 2025).

L'exploitant a transmis à l'Inspection la note technique de VEOLIA en date du 08/03/2024 visant à analyser les difficultés observées sur le traitement de l'azote à la reprise d'activité début janvier 2024. L'analyse des données d'exploitation entre novembre 2023 et fin février 2024 permet d'observer 3 périodes distinctes :

1. Une 1^{ère} période (mi-novembre à mi-décembre 2023) caractérisée par 2 pics au rejet, avec en parallèle 2 pics de charge et une baisse simultanée de la température. Ces facteurs entraînent une baisse de l'activité nitrifiante, conjuguée à une hausse du flux à traiter,

donc hausse du flux au rejet.

2. Une 2^{nde} période (mi à fin janvier 2024), au redémarrage de la station après l'hiver avec un fort flux d'azote à traiter et une température basse. D'où une forte concentration au rejet.
3. Une 3^{ème} période (fin janvier à mi février 2024), avec une remontée de la température (env. 20°C) entraînant une activité nitrifiante 2 fois plus importante à 20°C qu'à 15°C, conjuguée à un flux d'azote à traiter plus modéré, ce qui permet de retrouver la conformité.

Cette analyse fait ressortir les principaux éléments suivants :

- La nitrification (phase de transformation du N ammoniacal en nitrates) reste présente et la flore nitrifiante n'est jamais inhibée. Toutefois, elle est fortement influencée par la température.
- Une augmentation du flux d'azote à traiter ne peut être absorbée rapidement, d'autant plus si la température est basse et/ou si l'on sort d'une longue période d'activité modérée. En raison de la faible cinétique de croissance des bactéries nitrifiantes, un retour aux conditions habituelles de fonctionnement peut nécessiter plusieurs semaines de montée en régime, suite à une période d'arrêt prolongée, même si un apport azoté est maintenu pendant la période d'arrêt pour conserver l'activité nitrifiante.

L'exploitant informe l'Inspection que la STEP a très bien fonctionné de juin 2019 (à sa mise en service) à 2023 ; il y avait quelques dépassements mais ils restaient ponctuels. Néanmoins, le volume d'activité a fortement réduit (l'usine est aujourd'hui en arrêt 3 jours sur 7), entraînant une dégradation du fonctionnement de la STEP, ce qui les contraint à procéder à des apports d'urée (donc d'azote) pour maintenir l'activité bactérienne, et donc à entretenir les dépassements en azote. L'ajout de N est automatisé depuis l'été 2023 (système de pompe doseuse + chronomètre).

Par ailleurs, l'urée est utilisée dans le processus pour fixer les colorants, mais elle ne reste pas sur le tissu et 100% repartent dans les eaux usées. L'exploitant indique qu'il n'existe pas de substituant de l'urée dans la filière impression textile.

L'exploitant déclare à l'Inspection être en discussion avec l'agglomération pour se raccorder à nouveau à la STEP de Villefranche. Il conserverait néanmoins le fonctionnement de la STEP interne sur la partie nitrification pour traiter l'azote et ne pas dépasser le seuil de 150 mg/L que lui impose la STEP de Villefranche. L'exploitant attend l'étude technique de VEOLIA pour début 2026 permettant de valider ce point.

L'Inspection rappelle à l'exploitant que ses rejets aqueux en azote doivent être conformes à l'AM du 02/02/1998 modifié ainsi qu'à l'AM du 09/01/2025 relatif aux MTD applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3620. Néanmoins, l'exploitant confirme à l'IIC ne plus être soumis au régime IED concernant la rubrique 3620 (cf. constat n°6). En cas de raccordement à une station d'épuration collective, l'article 34 de l'AM du 02/02/1998 autorise au maximum un rejet en azote global de 150 mg/L lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO.

L'Inspection informe l'exploitant qu'il doit déposer un porter-à-connaissance (PAC) auprès de l'Administration pour demander une modification de sa VLE en azote global. Ce PAC consistera en une étude d'incidence synthétique, argumentée et justifiée qui, conformément à l'article 34 de l'AM du 02/02/1998, devra remplir les conditions suivantes :

- Attester l'aptitude de la STEP de Villefranche à traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions (préciser les traitements, l'exutoire...) ;
- Déterminer les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau ;
- Préciser la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés ;
- Etudier l'incidence du raccordement sur le fonctionnement de la station.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : l'exploitant doit, sous 4 mois, transmettre à l'IIC un porter-à-connaissance demandant la modification de sa VLE en azote global, en joignant une étude d'incidence réalisée conformément à l'article 34 de l'AM du 02/02/1998.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Emploi et stockage de peroxyde d'hydrogene (suites 2024)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article 8.8.1, 8.8.2 et 8.8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Emploi et stockage de peroxyde d'hydrogene

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2024

Prescription contrôlée :

8.8.1 – Implantation.

Le stockage de peroxyde d'hydrogène doit s'effectuer à l'air libre ou dans des locaux spéciaux, bien ventilés, construits en matériaux non combustibles. Les réservoirs doivent être équipés d'évents permettant le dégagement vers l'extérieur de l'oxygène gazeux susceptibles d'être libéré par le peroxyde d'hydrogène. Les cuves doivent porter en caractères très lisibles le nom du produit et les symboles de danger. Elles sont tenues à l'écart de la lumière solaire et de toute source d'ignition. Les matières inflammables et les produits susceptibles de réagir vivement avec le peroxyde d'hydrogène doivent être proscrits des lieux de stockage. Ces récipients ne doivent pas être affectés à d'autres usages ; en particulier ils ne doivent pas être utilisés pour stocker d'autres produits.

8.8.2 – Vérification des réservoirs et des récipients.

Les réservoirs et récipients fixes et leurs accessoires sont contrôlés visuellement tous les mois et avant chaque remise en service en cas d'interruption supérieure à quinze jours. Ils sont inspectés tous les trois ans (visite approfondie avec contrôles non destructifs). Les réservoirs et récipients mobiles sont contrôlés visuellement lors de la réception puis tous les mois en cas de stockage prolongé.

8.8.4 – Exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance sur les dangers des produits stockés et utilisés.

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment [...]

Constats :

Constats précédents

Le peroxyde d'hydrogène est stocké en extérieur dans une cuve aérienne de 30 m³ sur une rétention béton. L'exploitant avait indiqué que le contrôle approfondi à réaliser tous les 3 ans n'était pas réalisé et avait demandé un devis à un bureau d'étude. Depuis l'incident de novembre 2023 (baisse anormale de 10 m³ en 1 mois du peroxyde d'hydrogène dans la cuve, sans dispersion de produit), aucune perte n'avait été observée.

Sur site, l'inspection n'avait pas observé de traces de fuite de peroxyde d'hydrogène.

Demande n°2 (inspection 2024) : sous un délai de 4 mois, l'exploitant réalise le contrôle approfondi de la cuve de peroxyde d'hydrogène. La réalisation du contrôle triennal est ajoutée aux consignes. Les rapports des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection.

Constats 2025

L'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports des visites 2024 et 2025 du contrôle du réservoir de Peroxyde d'hydrogène réalisées par l'APAVE. Ces rapports datent respectivement des 21/05/2024 et 05/05/2025 et n'indiquent aucune non-conformité. Une observation récurrente y est cependant faite et concerne la présence de zones meulées en diagonale sur les 2 fonds bombés qui sont mentionnées "à surveiller" dans les rapports. L'Inspection a constaté durant la visite sur site la présence de ces "diagonales" de part et d'autre de la cuve (cf. photos), laissant supposer que la cuve a été marquée lors d'un possible déplacement pour d'éventuels travaux. Elle n'est cependant pas endommagée. L'Inspection rappelle l'importance de suivre les conclusions des rapports de l'APAVE, dont la poursuite de surveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des stocks de produits chimiques (Suites 2024)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/06/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

Constats précédents

Lors de la précédente visite, l'exploitant avait transmis un état des stocks issu du logiciel ERP. Seul le nom commercial des produits était mentionné et la localisation des stockages était absente. L'exploitant avait également transmis une extraction de sa base de données des produits chimiques où le type de produits et leur localisation étaient mentionnés. L'exploitant avait proposé de mettre à jour mensuellement un état des stocks complet avec un plan des zones de stockage (intérieur et extérieur) et de le stocker au point de rassemblement en extérieur.

Demande N°3 (inspection 2024) : sous un délai de 4 mois, l'exploitant met en forme un état des stocks avec le nom usuel des produits, leur zone de stockage et la quantité présente. Il est stocké avec un plan des zones de stockage et de manière à ce qu'il soit accessible en toutes circonstances (hors du site et par plusieurs personnes).

Constats 2025

L'exploitant a transmis à l'Inspection un inventaire des colorants et fournitures atelier en date du 28/11/2025. Durant la visite, l'exploitant a présenté le dernier inventaire mis à jour le 16/12/2025. L'Inspection constate que les informations demandées lors de la précédente visite sont consignées dans ces nouvelles versions, à savoir le lieu de stockage, le nom usuel du produit, la date d'entrée en stock, la typologie et/ou usage de produit et la quantité de produit (unité précisée dans le document).

Durant la visite, l'Inspection a également constaté que cet inventaire est mis à disposition au niveau du point de rassemblement extérieur, avec le plan des zones de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fiche de données de sécurité REACH (suites 2024)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5

Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/06/2024

Prescription contrôlée :

Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de

la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

Constats précédents

Lors de la visite 2024, l'Inspection avait constaté que les FDS du peroxyde d'hydrogène et du persolvant NV ne contenaient pas le numéro ORFILA et que les fiches simplifiées des produits étaient manquantes au niveau de la cuisine "gomme".

Demande N°4 (inspection 2024) : sous un délai de 4 mois, l'exploitant s'assure que les FDS du peroxyde d'hydrogène et du persolvant NV soient conformes.

Demande N°5 (inspection 2024) : sous un délai de 4 mois, l'exploitant s'assure que les fiches simplifiées FDS soient présentes dans toutes les zones de stockage de l'atelier.

Constats 2025

L'exploitant a présenté à l'Inspection les FDS du peroxyde d'hydrogène (version du 28/02/2023) et du persolvant NV (version du 02/05/2022). L'Inspection constate que le numéro du centre anti-poison figure sur les 2 FDS.

Durant la visite, l'Inspection constate que les fiches simplifiées des produits sont affichées dans toutes les zones de stockage, y compris au niveau de la cuisine des gommages (cf. photo).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Capacité et entretien des rétentions (suites 2024)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I, 25-II et VI

Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2024

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

[...]

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses

[respectent également ces prescriptions]

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.

Constats :

Constats précédents

Lors de la visite 2024, l'Inspection avait constaté que les cuisines de l'atelier n'avaient pas de rétention dédiée. Des avaloirs y sont présents et possèdent des canalisations connectées à la STEP. L'Inspection a rappelé que la STEP ne constitue pas une rétention et une perte importante de produits dangereux pourrait dégrader l'efficacité de la STEP. Les avaloirs et/ou canalisations pourraient être obturés afin d'éviter toute perte de produits dangereux dans la STEP et utiliser l'atelier comme rétention.

Demande N°6 (inspection 2024) : sous un délai de 6 mois, l'exploitant met en place au droit des zones de stockage, des obturateurs amovibles au droit des avaloirs et/ou canalisations afin d'éviter toute perte de produits dangereux dans la STEP.

Constats 2025

Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a mis en place, dans chacune des cuisines, un kit en cas de déversement accidentels. Ce kit se compose de boudins pour éviter l'étalement du liquide jusqu'aux avaloirs et son déversement dans les canalisations, ainsi que de sable absorbant.

L'Inspection considère que ces kits permettent de combler partiellement l'absence de rétention durant les heures ouvrées puisque la rétention des effluents est conditionnée par la détection visuelle d'une fuite et un temps court d'intervention avant que les effluents n'atteignent les avaloirs. Qui plus est les kits précités paraissent difficilement pouvoir retenir 1 m3 d'effluents en cas de fuite d'une cuve IBC pleine. Par ailleurs, en cas de déversement accidentel en horaire non ouvré, le liquide est susceptible de partir dans les avaloirs sans que les kits précités ne puissent être mis en oeuvre.

Enfin, l'exutoire des avaloirs est le bac collecteur des eaux usées (localisé sur le parking). De ce bac, les effluents sont envoyés vers le bassin tampon de la STEP à l'aide des pompes de transfert. Le déversement accidentel d'une cuve IBC dans la STEP (via les avaloirs et le bac collecteur des eaux usées) pourrait affecter le fonctionnement de la STEP, même si chaque cuve IBC correspond

à un volume de 1 m³, et qu'il y aurait donc un effet de dilution au sein de la STEP. L'Inspection rappelle à cet effet que la dilution des effluents est interdite. Il n'est en outre pas acquis que les effluents des cuves IBC soient compatibles avec les effluents susceptibles de se trouver dans le bac collecteur des eaux usées ou dans la STEP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : L'exploitant étudie, sous 4 mois, les solutions techniques envisageables pour disposer d'une capacité de rétention d'1 m³ pour les IBC utilisés dans les cuisines de l'atelier, sans dilution d'effluents.

Demande n°3 : Dans l'attente de définir une solution technique répondant aux objectifs de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant justifie, sous 2 mois, la compatibilité des effluents des cuves IBC avec ceux susceptibles de se retrouver dans le bac collecteur des eaux usées ou dans la STEP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2010, article Annexe 1

Thème(s) : Situation administrative, situation administrative, rubriques ICPE

Prescription contrôlée :

cf. Tableau en Annexe 1 de l'AP d'autorisation du 08/10/2010 des activités exercées par TIL

Rubrique	Intitulé	Régime autorisé dans AP du 08/10/2010 (à l'exception de *)
1715-1 (<i>supprimée</i>)	Utilisation de substances radioactives	A
2330-1	Teinture, impression, apprêt, enduction et blanchiment de matières textiles	A
2910-A-2	Installation de combustion fonctionnant au gaz naturel	A
1200-2.c (<i>supprimée</i>)	Stockage de comburants	D
1510-2	Stockage de matières combustibles en entrepôts couverts en quantité supérieure à 500 tonnes	D

2920-2.B (supprimée)	I n s t a l l a t i o n d e refrigeration/compression	D
3620 (déclaration du 09/10/2013)	Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour	A (*)

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection un bilan du classement ICPE de son site, mis à jour par SOCOTEC le 28/10/2025, en lien avec l'évolution de l'activité de la société TIL. Si le site reste classé à Autorisation pour la rubrique 2330 pour laquelle il est déjà connu de l'administration, l'Inspection constate néanmoins des évolutions du régime de classement sur certaines rubriques :
Rubrique 2920 (Installation de réfrigération/compression)

Suite à une évolution de la nomenclature, la rubrique a été supprimée. Elle a été remplacée par la rubrique 1185 (cf. plus loin).

Rubrique 1715 (Préparation, fabrication, transformation, conditionnement...de substances radioactives)

Suite à une évolution de la nomenclature, la rubrique a été supprimée. L'activité n'existe d'ailleurs plus sur le site.

Rubrique 1185 (Gaz à effet de serre fluorés)

La rubrique 1185 a remplacé l'ancienne rubrique 2920.

Suite à une évolution de la nomenclature, le site passe du régime D à non classé, avec une quantité de fluide susceptible d'être présent sur site de 74.79 kg.

La modification du classement sera faite par l'Inspection dans une prochaine révision de l'AP du site.

Rubrique 1510 (Stockage de produits combustibles en entrepôts couverts)

Suite à une baisse d'activité, le site passe du régime D à non classé, avec une quantité de matières combustibles susceptibles d'être stockées sur site de 238 tonnes.

L'Inspection informe l'exploitant qu'il devra adresser un courrier au guichet unique des ICPE pour demander son déclassement au titre de la rubrique 1510. L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'alors, si le site venait à dépasser à nouveau les 500 tonnes de matières combustibles stockées et à être à nouveau classé sous la rubrique 1510, il serait alors considéré comme installation nouvelle (il ne pourrait pas bénéficier de l'antériorité) et serait contraint de respecter l'ensemble des prescriptions de l'AM sectoriel.

Rubrique 2910 (Combustion)

Suite à une évolution de l'activité, le site passe du régime A au régime DC pour cette rubrique, avec une puissance nominale totale de 11.7 MW. L'exploitant déclare deux chaudières gaz : une

principale (Stein) de 11.7 MW et une de secours (Alstom) de 10.5 MW, et précise qu'elles ne fonctionnent jamais simultanément.

L'Inspection constate que les autres unités de combustion au sein de l'usine (19 535 kW dans l'AP d'autorisation du 08/10/2010) n'ont pas été prises en compte par SOCOTEC. Leur intégration dans le calcul de puissance pourrait être susceptible de dépasser le seuil des 20 MW.

Si après vérification/révision du calcul, le seuil n'est pas dépassé, l'exploitant devra alors adresser un courrier au guichet unique des ICPE pour déclarer son changement de régime au titre de la 2910.

Rubrique 3620 (Pré-traitement ou teinture de fibres textiles ou de textiles)

Suite à une évolution de l'activité, le site passe du régime A à non classé pour cette rubrique, avec une capacité de traitement abaissée à 6,56 tonnes/jour (pour un seuil à 10 t/j). L'exploitant déclare à l'Inspection qu'il s'agit d'une baisse structurelle de l'activité en raison de l'origine des tissus qui sont à 99 % importés et sont déjà blanchis : l'activité blanchiment est donc en très forte baisse, avec des machines qui tournent désormais seulement 8 h / semaine.

L'Inspection informe l'exploitant qu'il devra adresser un courrier au guichet unique des ICPE pour demander son déclassement au titre de la 3620 et mettre fin à la procédure d'instruction du dossier de réexamen par l'Inspection ainsi que celle du rapport de base.

L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'en l'absence de courrier informant les services de l'Etat de ces changements, il conserve les rubriques telles que prescrites dans son arrêté préfectoral et reste soumis aux réglementations applicables à ses activités classées conformément à l'Annexe 1 de l'AP du 08/10/2010.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 : En fonction de la pérennité des baisses d'activité au titre des rubriques 1510 et 3620, l'exploitant pourra dans son porter à connaissance déposé en réponse à la Demande n°1 du présent rapport :

- Demander son déclassement au titre des rubriques 1510 et 3620. Dans ce cas, dans ce même dossier, il informera l'Administration de sa demande d'arrêt des procédures d'instruction du dossier de réexamen IED et du rapport de base.
- Déclarer son changement de régime (passage de A à DC - déclaration avec contrôle périodique) au titre de la rubrique 2910. Au préalable, l'exploitant devra justifier que la puissance nominale du site est bien en-dessous du seuil de 20 MW. Pour ce faire, l'exploitant est invité à demander à SOCOTEC une révision des calculs de puissance thermique en intégrant l'ensemble des unités de combustion de l'usine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Modification des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article Annexe 2, points 1 et 2

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

AP du 08/10/2010 : ANNEXE 2 - AIR

1 - Valeurs limites et surveillance des émissions

Les rejets des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

à des conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)

à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous

(cf. tableau 1 du point 1 de l'Annexe II de l'AP du 08/10/2010)

[...]

En fonction des résultats des mesures, les paramètres à contrôler pourront être adaptés pour les poussières, en accord avec l'inspection des installations classées.

Les COV visés à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié ainsi que les substances à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et halogénés étiquetées R40 telles que définies dans l'arrêté du 20/04/1994 sont interdits.

[...]

2 - Contrôles des rejets

2.1 - Au moins une fois par an et en période de fonctionnement normal des installations, les mesures sont effectuées par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Ce contrôle portera sur les rejets canalisés de l'atmosphère et comprendra la détermination des concentrations et des flux correspondants.

[...]

3 - Conduits et installations raccordées

cf. la liste dans le tableau du point 3 de l'annexe II AIR de l'AP du 08/10/2010.

Constats :

Dans le rapport de l'Inspection n°UD-R-CTESSP-21-N°075-ELL de mars 2021, l'Inspection a indiqué, en constat n°2, que l'analyse des documents relatifs aux rejets atmosphériques ferait l'objet d'un rapport distinct. Il était précisé, qu'étant donné que le site change régulièrement les machines et la localisation des points de rejets, l'annexe 2 de l'arrêté d'autorisation de 2010 n'était plus adapté.

L'Inspection avait donc demandé à l'exploitant, dans son courriel du 19/04/2022 :

- de préciser, pour chaque machine mentionnée dans le document "suivi contrôles et mesures", quelle est sa fonction, les produits utilisés, et les contrôles réalisés au niveau des rejets atmosphériques.
- d'étudier la possibilité de réduire le nombre de rejet ou d'en regrouper certains, car d'après le plan des exutoires en toiture, l'Inspection dénombrait 30 exutoires au total.

L'exploitant a adressé à l'Inspection une réponse dans un courriel du 03/06/2022 :

Sur la réduction / le regroupement des émissaires atmosphériques en toiture :

L'exploitant a répondu que les exutoires sont nombreux mais non identiques. Soit ils ont des fonctions différentes (prises d'air extérieur pour servir de comburant ou évacuations d'air en cas d'arrêt de machine pour refroidissement/ventilation, ou évacuations de fumées issues de combustion de gaz naturel), soit ils permettent l'évacuation des rejets issus de machines identiques mais dont les réglages de fonctionnement sont différents. C'est pourquoi, le regroupement des rejets de certaines machines entre elles pour réduire les points de rejet n'est pas possible ; cela risquerait de perturber la gestion de l'aérodynamique et donc la température de chaque machine, avec des risques de retours de pollution d'une machine à l'autre.

Sur le suivi des contrôles et mesures des rejets atmosphériques:

L'exploitant a transmis un tableau récapitulatif précisant pour chaque machine, sa fonction, les produits utilisés, et les contrôles réalisés au niveau des rejets atmosphériques.

L'exploitant a par ailleurs transmis le 08/07/2025 un courrier à l'IIC pour la mise à jour du parc machine de TIL, précisant que certaines machines ont été retirées du parc pendant que d'autres sont momentanément à l'arrêt. L'Inspection constate que certaines machines de la liste transmise en 2022 ne figurent plus dans la liste 2025 (en plus de celles identifiées comme arrêtées) et inversement. Le récolement a été réalisé durant l'inspection : certaines machines n'ont pas d'exutoire (et donc ne sont pas dans la liste 2022) et d'autres ont été oubliées et seront rajoutées par l'exploitant.

L'Inspection demande à l'exploitant la mise à jour et l'harmonisation de la liste du parc machines, avec identification de celles ayant des points de rejet air, ce qui permettra à l'Inspection de modifier dans un second temps l'annexe 2 de l'AP.

L'exploitant a également transmis à l'IIC par courrier du 10/12/2025 le plan de suivi des contrôles des rejets atmosphériques du site par machine. Ce plan s'étale sur 2 ans pour les fours d'impression et rames d'apprêts et sur 3 ans pour les autres machines, conformément à l'Annexe 2 de l'AP d'autorisation du 08/10/2010. L'Inspection rappelle que le site, en l'état, est toujours sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3620, et donc soumis à la réglementation IED imposant une surveillance annuelle sans alternance sur les fours et les rames pour tous les paramètres, conformément à l'AM du 09/01/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

2.9.1 de l'AM du 09/01/2025

Demande n°4 : l'exploitant doit transmettre, dans le porter à connaissance déposé en réponse à la Demande n°1 du présent rapport, une liste à jour et harmonisée du parc machines, en identifiant celles qui ont un exutoire atmosphérique, et en précisant pour chaque machine sa fonction, les produits utilisés, les contrôles réalisés (s'il y a lieu).

Demande n°5 : l'exploitant doit, sous 6 mois, réaliser le contrôle annuel des rejets atmosphériques de l'ensemble des fours et apprêts du parc, sur les paramètres poussières, COVT, NOx, formaldéhyde, NH3, SO2 et substances CMR, conformément à l'article 2.9.1 de l'AM du 09/01/2025. Les justificatifs seront tenus à la dispositions de l'Inspection. Si l'exploitant formule une demande de déclassement au titre de la rubrique 3620 dans le PAC déposé en réponse à la Demande n°1 du présent rapport, la présente demande n°3 est alors caduque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Complétude du dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/03/2025, article R515-72

Thème(s) : Risques chroniques, Directive IED

Prescription contrôlée :

Le dossier de réexamen comporte :

1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de

<p>l'article R. 515-70 ;</p> <p>3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 02/05/2025, par voie électronique, son dossier de réexamen (DDR) IED. L'Inspection a fait une demande de compléments en date du 02/10/2025, pour permettre de réactualiser le dossier, dans un délai de 3 mois, sur un certains nombre de points (périmètre IED, révision l'examen de conformité au BREF TXT dans le cas de rejets directs aqueux, positionnement par rapport à l'AMPG dans les cas où l'AM est plus contraignant que le BREF TXT, établissement d'un inventaire des émissions aqueuses et atmosphériques du site, selon la méthodologie préconisée, etc.).</p> <p>L'Inspection informe l'exploitant, qu'au vu de la situation administrative du site (cf. point de contrôle n°6), le site ne serait plus classé sous le régime IED au titre de la rubrique 3620 ; mais rappelle que ce déclassement ne pourra être acté que sur demande justifiée de l'exploitant. En l'état, la demande de compléments sur le DDR faite par l'Inspection reste valable et les compléments sont attendus d'ici le mois de janvier 2026 de la part de l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Complétude du rapport de base

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/06/2024, article Art. L.515-30 et R.515-59</p>
<p>Thème(s) : Autre, IED, rapport de base</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Code de l'environnement - Article L.515-30</u></p> <p>L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.</p> <p>[...]</p> <p><u>Code de l'environnement - Article R.515-59</u></p> <p>La demande d'autorisation ou les pièces qui y sont jointes en application de l'article R. 181-13 comportent également :</p> <p>[...]</p> <p>3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p> <p>Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des</p>

eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il comprend au minimum :

a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;

b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.

Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.

[...]

Constats :

Le rapport de base a été transmis par courriel à l'Inspection par l'exploitant en date du 05/05/2025, dans le cadre de la procédure de réexamen IED. L'Inspection a adressé à l'exploitant le 02/10/2025 un premier avis sur ce rapport de base (rapport incomplet et absence de données sur l'état des lieux de la pollution des sols et eaux souterraines au droit des installations IED avant leur mise en service) accompagné d'une demande de compléments pour réaliser, dans un délai de 6 mois, des investigations visant à déterminer l'état de pollution du sol, puis pour mettre à jour le rapport de base avec ajout d'un chapitre sur la réalisation du programme d'investigation et d'analyses.

Pour les mêmes raisons que celles expliquées dans le point de contrôle n°8, l'Inspection rappelle, qu'en l'état (sans déclaration de déclassement du site au titre de la rubrique 3620), la demande de compléments sur le rapport de base faite par l'Inspection reste valable et les compléments sont attendus d'ici le mois de mars 2026 de la part de l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Sobriété hydrique - PSH

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse, exemption cadre régional, PSH, sobriété hydrique

Prescription contrôlée :

Annexe 4 de l'arrêté cadre interdépartemental « sécheresse » relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône :

Tableau des mesures de restriction et de prescriptions des usages de l'eau

Usage: activités industrielles dont ICPE, commerciales et artisanales dont la consommation est > à 7 000 m³/an

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau).

Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.

Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique appelé plan de sobriété hydrique (PSH), comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées...) est mis à la disposition en cas de contrôle.

Toutefois, pour les prélèvements de plus de 10 000 m³/an, des réductions de prélèvement d'eau de respectivement 5, 10 et 25% pour les niveaux alerte, alerte renforcée et crise par rapport au volume de référence sont un objectif cible à viser à minima au travers des plans de sobriété hydrique ou dans les arrêtés préfectoraux fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse le cas échéant

Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie dans l'arrêté ministériel en vigueur.

Pour les ICPE, les déclarations des prélèvements et consommations sont effectuées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'Inspection son PSH durant la présente visite. Ce PSH lui avait été demandé par la DREAL, dans le cadre de l'épisode de sécheresse de l'été 2022, pour faire suite à la mise en demeure du site le 01/09/2022 et qui avait été levée le 08/09/2022.

Le PSH de l'exploitant correspond à la dernière version mise à disposition par la DREAL AURA.

Diagnostic des prélèvements (onglet I du PSH)

L'Inspection constate que les consommations d'eau sont basées sur l'utilisation d'eau de ville (pour la STEP) et sur les prélèvements en eau souterraine (eau de process, adoucissage de l'eau de process, nettoyage des machines, production de vapeur...) via les puits 3 et 4 (le puits 2 qui alimentait la STEP ayant été condamné en septembre 2022 pour cause de fuite).

L'AP du 08/10/2010 autorise des volumes de prélèvement horaires (par puits) et journaliers (2900 m³/jour pour l'ensemble des 3 puits), ainsi qu'un prélèvement annuel sur le réseau d'eau potable (2400 m³/an). L'Inspection constate que ces volumes autorisés sont respectés par l'exploitant depuis 2023. L'exploitant précise qu'il est soumis à un relevé quotidien qui n'est pas réalisé parce que trop contraignant et souhaiterait le mensualiser.

L'Inspection informe l'exploitant qu'il doit déposer un porter-à-connaissance auprès de l'Administration pour demander la révision de ses volumes de prélèvement et la fréquence des relevés de consommation d'eau. Cette demande devra proposer de nouveaux volumes prélevables annuellement et mensuellement. Les volumes proposés s'appuieront sur des données justifiées et réalistes (volumes actuellement prélevés), et ne devront à minima pas être supérieurs aux volumes actuellement autorisés. L'Inspection indique à l'exploitant que ces volumes prélevables permettront de témoigner des efforts opérés par l'exploitant sur ses consommations d'eau depuis la mise en place d'actions de réduction.

Schéma hydraulique

Le schéma hydraulique est bien présent dans le PSH et explicite. Il met toutefois en évidence un bilan négatif entre les entrées et sorties : -11 % entre les puits et l'eau douce (sortie adoucisseur) qui en réalité partent vers les eaux pluviales après le traitement de l'eau (adoucissement) et -3.4 % entre l'eau douce produite et l'eau douce utilisée dans le process qui pourraient être dus à

l'absence de compteurs sur des points de consommation du process et/ou au dysfonctionnement de certains compteurs. Le - 3,4% demeurant inexpliqué, l'Inspection invite l'exploitant à s'interroger sur ces écarts et leurs origines.

Positionnement par rapport à l'état de l'art (onglet II du PSH)

Sur 2023-2024, le site affiche une consommation spécifique d'environ 31 m³/km de tissu traité. L'Inspection constate néanmoins que la valeur référence de la filière n'est pas précisée dans le PSH, ce qui ne permet pas à l'exploitant de se positionner pour qualifier ses performances. Par ailleurs, l'Inspection rappelle à l'exploitant que les valeurs de la profession sont reprises dans le BREF Textile (MTD 11) avec un niveau annuel affiché entre 9 et 20 m³/tonne de tissu traité. L'Inspection constate que les unités diffèrent entre le PSH et les MTD. Dans son DDR, l'exploitant affichait une consommation d'eau de 45.9 m³/tonne de tissu blanchi, donc non conforme par rapport à la MTD 10 du BREF Textile, et déclare devoir mener de nouvelles réflexions pour réduire davantage sa consommation d'eau, en particulier lors de l'étape de blanchiment. L'Inspection demande à TIL de se positionner par rapport aux valeurs de la profession et, au besoin, d'engager des actions de réduction de sa consommation spécifique d'eau, condition essentielle pour bénéficier d'une adaptation des restrictions lors des périodes de sécheresse.

L'exploitant déclare avoir réalisé une étude sur la réutilisation des eaux avec VEOLIA, mais qui avait conclu à des réductions très marginales si l'on souhaite éviter des problématiques de concentration des rejets aqueux.

L'Inspection constate également que plusieurs efforts ont été réalisés pour réduire la consommation (onglet III du PSH), mais que les réductions obtenues ne sont pas quantifiées.

Volume de référence (onglet IV du PSH)

L'Inspection constate que la partie IV.3 (registre des volumes rejetés et consommés) n'est pas complétée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°2 : l'exploitant peut demander, dans le porter-à-connaissance transmis en réponse à la demande n°1 du présent rapport, une révision de ses volumes de prélèvement pour les puits et l'eau potable et des fréquences de relevé. Cette demande comportera des propositions de nouveaux volumes prélevables, qui devront être argumentées et réalistes (a minima inférieures aux volumes autorisés et alignés avec les prélèvements actuels).

Demande n°6 : l'exploitant doit, sous 6 mois, mettre à jour son PSH, notamment en positionnant sa consommation spécifique par rapport aux valeurs de la profession, en quantifiant plus précisément les réductions obtenues par rapport au volume de référence grâce aux différentes actions mises à œuvre ces dernières années et les gains prévus par le biais d'actions à venir. L'exploitant doit justifier que ses besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum pour pouvoir bénéficier d'une adaptation au régime général en cas de sécheresse. L'exploitant justifie également l'écart de 3.4 % entre l'eau douce produite et l'eau douce utilisée dans le process .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois